

Le Rwanda, laboratoire de la « révolution verte » en Afrique

Face au défi de l'indépendance alimentaire, de nombreux pays du continent, dont celui des « mille collines », jouent la carte de l'industrialisation de l'agriculture



GICUMBI (RWANDA) - envoyée spéciale

La route qui mène au district de Gicumbi, à une heure et demie de Kigali, serpente entre les « mille collines » qui ont donné son surnom au Rwanda. Sous ce climat équatorial, rythmé par deux saisons des pluies, les cultures vivrières ont façonné le paysage. Manioc, maïs, haricot, pomme de terre... Sur ces terres montagneuses, menacées par l'érosion, les récoltes suffisent à peine à nourrir les familles.

Selon une enquête menée en 2015 par World Food Programme, une agence des Nations unies, 40 % des enfants souffrent de malnutrition dans les régions rurales du Rwanda. Du point de vue économique aussi, ce déséquilibre se paie cher. Les céréales, comme le riz, le maïs ou le blé, sont au premier rang des importations de ce pays de 12 millions d'habitants. La facture s'élève chaque année à plusieurs centaines de millions de dollars.

La situation au Rwanda est à l'image de celle du continent tout entier. L'Afrique dépense plus de 35 milliards de dollars (31,7 milliards d'euros) par an pour importer des denrées alimentaires et, si rien ne change, nourrir sa population lui coûtera de plus en plus cher. Le nombre d'habitants devrait doubler d'ici à 2050 pour atteindre 2,4 milliards.

Face à ce défi, « rien n'est plus important que l'alimentation. Si l'Afrique monte en puissance à la faveur de nouvelles découvertes de gisements de pétrole et de gaz, personne ne se nourrit de pétrole et de gaz », insistait Akinwumi Adesina, le président de la Banque africaine de développement, lors de la conférence « Nourrir l'Afrique » en octobre 2015. « Si on veut industrialiser l'Afrique et créer massivement des emplois, on doit se focaliser sur l'industrialisation du secteur agricole », a ajouté l'ancien ministre de l'agriculture du Nigeria, citant en exemple son pays – dont les importations alimentaires sont passées de 11 milliards de dollars en 2009 à 3,2 milliards en 2014 – l'Éthiopie ou encore le Sénégal.

Arrivé au pouvoir depuis la fin du génocide en 1994 (en tant que vice-président jusqu'en 2000 puis président du pays), Paul Kagame compte rejoindre ce club de « bons élèves » et faire de son pays l'étendard de la « révolution verte » en Afrique. Experts et pelleuses ont été dépêchés dans les campagnes, façonnant paysages et modes de vie.

LA PRODUCTION DE MAÏS A TRIPLÉ

Claudine Musabyimana est l'une des « success stories » de cette politique. A 38 ans, cette élégante Rwandaise drapée dans une robe orange chatoyante dirige l'une des plus grandes exploitations du district. Derrière elle, s'étend un magnifique champ de maïs, dont la culture alterne avec celle de haricots. « Jusqu'en 2014, je cultivais sur cette parcelle différents légumes, mais cela suffisait à peine

à couvrir la consommation de ma famille. Les rendements étaient faibles, car les grains et le fumier ruisselaient le long de la pente dès les premières pluies », raconte cette mère de quatre enfants.

Depuis, le terrain a été aménagé en terrasses, des haies ont été plantées pour limiter l'érosion des sols, et des barrages ont été construits pour permettre l'irrigation des parcelles. M^{me} Musabyimana a aussi reçu la visite d'un technicien agricole envoyé par le gouvernement qui lui a fourni engrais, semences et conseils. Les résultats sont spectaculaires : en un an, la production de maïs a été multipliée par trois et celle de haricots par quatre.

A quelques mètres, un entrepôt en brique a été construit pour stocker les récoltes. A l'intérieur, sur une immense bâche noire, les grains de maïs séchent à l'abri des insectes. Le long des murs, une série de sacs de 50 kg estampillés « East Africa Exchange » abritent les haricots rouges prêts à être expédiés. Financé par des fonds publics, le bâtiment est partagé par les fermes du district, réunies en coopératives. L'objectif est de réduire la part de la production perdue en raison des mauvaises conditions de conservation et d'aider les agriculteurs à commercialiser leurs grains au meilleur prix.

Pour M^{me} Musabyimana, le bénéfice est indiscutable : dès la première année, elle a empoché 1400 000 francs (1500 euros) grâce à la vente de ses haricots et de son maïs. Une petite fortune dans un pays où le PIB par habitant dépassait à peine 600 euros en 2014. « Grâce à cet argent, j'ai pu acheter de nouvelles terres et une vache. Cela a aussi amélioré ma vie quotidienne : j'ai installé l'eau et l'électricité dans ma maison, et même acheté un smartphone ! », se félicite cette agricultrice énergique, qui « tchate » désormais sur WhatsApp avec les autres agriculteurs du district, et suit en direct l'évolution du prix des céréales. « Avant, avec la pauvreté, c'était tout le temps la bagarre à la maison. Maintenant, c'est fini. » Elue à la tête de la coopérative, elle incite d'autres fermiers à lui emboîter le pas.

Autre « success story » du district de Gicumbi, le parcours de Joseph Bihoyiki est aussi le récit d'une modernisation menée manu militari. « Pris de peur » lorsque les techniciens du gouvernement sont venus dans son village présenter le projet, il s'y est d'abord opposé. « Je n'en comprenais pas l'intérêt et craignais de ne plus pouvoir nourrir ma famille », raconte cet homme âgé de 60 ans. J'ai dit non et je suis retourné à Kigali où je travaillais comme pompiste dans une station-service. » A son retour, la surprise est de taille : « Mes champs avaient été totalement terrassés ! », explique-t-il.

« LES MENTALITÉS NE CHANGENT PAS VITE »

Les techniciens du gouvernement l'incitent alors à échanger sa vache et son cochon con-

tre des poules, dont la fiente est un engrais naturel très prisé. « Mes voisins craignaient le pire mais, quelques mois plus tard, ils sont revenus m'acheter mon compost pour 2,6 millions de francs. Je n'avais jamais vu une telle somme de ma vie ! », témoigne cet agriculteur qui arpente désormais en costume une exploitation prospère. L'argent gagné avec cette activité au cours des deux années passées lui a permis d'acheter une trentaine de cochons, 150 poulets et 3 vaches. Après avoir fait l'acquisition de nouvelles terres, il a aussi fait construire une jolie maison en brique, bordée de bananiers et de grevilles, des arbustes utilisés pour lutter contre l'érosion. « J'ai grandi dans une maison en terre au toit de chaume », tient-il à souligner. « C'est la première fois que je fais confiance à l'agriculture pour nourrir mes enfants », ajoute ce père de sept garçons et une fille, qui a quitté l'an passé son job dans la capitale. « La plupart des agriculteurs redoutent encore la monoculture, les mentalités ne changent pas vite ».

Le fait est que tous ne sont pas aussi chanceux que lui ou M^{me} Musabyimana. Une enquête conduite dans huit villages de l'ouest du Rwanda et publiée au début de l'année dans la revue *World Development* a révélé que cette « révolution verte » n'avait pas eu l'impact escompté sur les fermiers les plus pauvres.

« De nombreuses familles ont dû vendre leurs terres au cours de la décennie pour acheter de quoi manger, et 12 % d'entre elles n'ont maintenant plus de terres du tout », souligne Neil Dawson, professeur à l'université d'East Anglia (Royaume-Uni) et auteur de l'étude. Contraints d'abandonner la polyculture pour l'une des monocultures choisies par le gouvernement (blé, riz, maïs, pomme de terre, banane, manioc ou thé), certains fermiers se sont retrouvés dans une situation compliquée, après des récoltes décevantes. « Dans ce cas, la loi prévoit que le gouvernement peut réallouer les terres à d'autres fermiers, souvent sans compensation », rappelle Neil Dawson. Les analyses macroéconomiques occultent ces impacts négatifs en partant du principe que la croissance créera de nouveaux emplois. Mais il est illusoire de penser que des millions de paysans pourront ainsi quitter leurs terres et se convertir du jour au lendemain. » ■

CHLOÉ HECKETSWEILER

« C'EST LA PREMIÈRE FOIS QUE JE FAIS CONFIANCE À L'AGRICULTURE POUR NOURRIR MES ENFANTS »

JOSEPH BIHOYIKI
agriculteur

« En Afrique subsaharienne, 40 % de la production locale est “gaspillée” »

FONDÉE EN 1913 aux Etats-Unis, la Rockefeller Foundation a fait de l'agriculture l'une de ses priorités. Dotée de 3,7 milliards de dollars (3,3 milliards d'euros), elle est implantée depuis 1966 en Afrique, à Nairobi (Kenya). En février, elle a annoncé un nouveau programme, « YieldWise », qui a pour ambition de mieux valoriser la production agricole du continent. Mamadou Biteye, directeur Afrique de la fondation, en présente les grandes lignes.

Pourquoi cette nouvelle initiative dans le domaine agricole ?

En Afrique subsaharienne, 40 % du maïs, du manioc, des fruits et des légumes sont « gaspillés », faute d'avoir été

correctement récoltés, stockés et transportés. Résultat, l'Afrique importe pour près de 35 milliards de dollars de denrées alimentaires, et est de plus en plus dépendante de ces achats extérieurs. Dans un premier temps, l'idée est de diffuser des techniques simples et abordables pour aider les agriculteurs à conserver leur production.

Le simple fait de stocker les tomates dans des caisses aérées et empilables peut changer la donne, alors qu'une bonne partie de la récolte finit aujourd'hui écrasée au fond de paniers totalement inadaptés au transport. L'utilisation de sacs hermétiques pourrait augmenter significativement la durée de vie des cé-

réales, en les protégeant de l'humidité et des insectes.

Pourquoi l'innovation est-elle la clé dans ce domaine ?

L'exemple du manioc est emblématique. Cette racine, consommée par 500 millions d'Africains, est importante pour la sécurité alimentaire du continent, mais elle ne se conserve que 72 heures après la récolte. Nous avons donc lancé au début de l'année une compétition internationale pour récompenser la mise au point d'une variété de manioc « longue conservation ». L'équipe gagnante recevra jusqu'à 1 million de dollars et bénéficiera d'un accompagnement technique.

Comment les industriels peuvent-ils promouvoir l'agriculture ?

Au Kenya, où une partie de la production de mangue est aujourd'hui perdue faute d'accès au marché, nous travaillons avec Coca-Cola. Pour fabriquer ses jus de fruits Minute Maid, il importe des mangues d'Asie. Un cauchemar logistique ! Avec une filière mieux organisée, il pourrait s'approvisionner localement. Au Nigeria, nous avons établi un partenariat avec le groupe Dangote, qui vient d'ouvrir une usine pour fabriquer du concentré de tomates. L'objectif est d'encourager la production locale avec un débouché garanti. ■

C. HR (GICUMBI, ENVOYÉE SPÉCIALE)